



ENSEMBLE POUR DEFENDRE LA FONCTION PUBLIQUE.
JOURNÉE D'ACTION ET DE GRÈVE POUR LE RETRAIT
DU PROJET DE LOI « TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE ».
JEUDI 9 MAI

Depuis de nombreux mois, en dépit de leurs revendications et propositions, les organisations syndicales constatent que le gouvernement poursuit une politique néfaste pour la population, le service public et les fonctionnaires. Le pouvoir exécutif pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agents publics alors même qu'il ne revalorise pas leur rémunération, qu'il supprime des postes et veut affaiblir leurs droits et garanties.

Alors que la population ne cessent d'exprimer un besoin de services publics plus humains, plus proches des citoyens, le projet de loi « Transformation de la Fonction Publique » va favoriser la privatisation des missions de service public et ainsi les ancrer uniquement dans une logique de rentabilité.

**Ces réformes ne sont pas portées par la volonté d'un meilleur service public
mais bien par des principes de coupes budgétaires.**

**Les promesses de modernisation se traduiront en réalité par une dégradation
des services publics et une précarisation des emplois.**

Si nous ne faisons rien, la Collectivité de Corse et ses agents seront fortement impactés, notamment par :

✓ La généralisation du recours aux contractuels avec des missions limitées dans le temps : finie l'indépendance et la neutralité des agents publics! Finie la sécurité de l'emploi !

La soumission des agents et le clientélisme ont de beaux jours devant eux !

✓ La fusion du CT et du CHSCT en "comité social territorial" : le droit d'alerte des représentants des personnels sur les conditions d'organisation de travail seront réduit à peau de chagrin.

Finie le dialogue social !

✓ La transformation de la CAP : les personnels n'auront plus leur mot à dire pour les promotions et avancements. Finie la représentativité des personnels ! Finie la transparence !

✓ La privatisation du service public de la formation professionnelle et son outil "le CNFPT": Fini l'accès à la formation pour tous les agents publics !

✓ La modification des règles de gestion budgétaire pour les promotions et avancements : la collectivité peut décider de porter le nombre des promotions et avancements à ZERO ! Encore un coup porté au pouvoir d'achat !

Ce projet de loi est un recul social sans précédent pour le service public et les agents qui le servent.

Exigeons son retrait !

**BÂTISSONS TOUTES ET TOUS LE SERVICE PUBLIC DE DEMAIN, UN SERVICE PUBLIC
TOUJOURS JUSTE ET PROTECTEUR POUR LES USAGERS COMME POUR LES AGENTS**